



Les origines de l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun entre la faillite de l'Etat et les fragilités sociales

The origins of insecurity in Cameroon's Far North region between the state failure and social fragilities

Armel Dourmaïssou

Université de Maroua, Cameroun

Email : Armelosantos92@yahoo.fr

ORCID: <https://orcid.org/0009-0005-3372-1482>

Résumé : L'objectif de cet article est d'analyser les origines de l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. À partir de la recherche documentaire, l'observation directe et de l'entretien semi-directif, cette étude est parvenue à la conclusion selon laquelle l'insécurité au Cameroun et particulièrement dans la région de l'Extrême-Nord n'est pas sans origines. Elle est le résultat d'un enchevêtrement de facteurs d'ordre politique, social, économique, culturel et religieux. En effet, les phénomènes de banditisme, de criminalité et de terrorisme dans cette région tirent leurs principales sources de certains facteurs majeurs notamment le laxisme décisionnel des pouvoirs publics, les disparités sécuritaires, la pauvreté ambiante, la mondialisation, l'exode rural, les tendances religieuses radicales. Ceux-ci ont comme conséquence, la vulnérabilité permanente des populations face aux risques d'enrôlement, de détérioration et de rupture sociale.

Mots-clé : Extrême-Nord, insécurité, la pauvreté ambiante, disparités sécuritaires, vulnérabilité permanente.

Abstract: The objective of this article is to analyze the origins of insecurity in the Far North region of Cameroon. Based on documentary research, direct observation and semi-structured interviews, this study reached the conclusion that insecurity in Cameroon and particularly in the Far North region is not without origins. It is the result of a tangle of political, social, economic, cultural and religious factors. Indeed, the phenomena of banditry, crime and terrorism in this region draw their main sources from certain major factors including the decision-making laxity of public authorities, security disparities, ambient poverty, globalization, rural exodus, radical religious tendencies. These result in the permanent vulnerability of populations to the risks of recruitment, deterioration and social breakdown.

Keywords: Far North, insecurity, ambient poverty, security disparities, permanent vulnerability.

Introduction

La problématique de l'insécurité a toujours été au centre des discours publics. Du fait de son évolution dans le temps et dans l'espace, il est difficile de l'analyser dans sa généralité (Frachon, 2013). Pour Moulaye (2014), l'insécurité provient des précarités diverses, des dysfonctionnements structurels et de la faillite des systèmes étatiques. Parler des origines de l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord revient à interroger en effet les causes des phénomènes de vols, de criminalité, de banditisme et de terrorisme. Depuis sa création³⁰, celle-ci a fait l'objet d'une dynamique importante des menaces sécuritaires. Cette dynamique étant l'aboutissement des déterminants politico-administratifs, socio-économiques, socioculturels et religieux. Sur le plan politico-administratif, il est important de noter que les vulnérabilités sécuritaires dans cette région ont émergé dès lors que le rôle des premières instances de protection s'est vu affaibli. L'incapacité des pouvoirs publics à assurer avec efficacité et

³⁰ Selon l'encyclopédie Osidimbea, la mémoire du Cameroun, la région de l'Extrême-Nord a été créée en 1983 suite à l'éclatement de l'ancienne province du Nord en trois entités.

efficacité, la sécurité sociale reste l'une cause fondamentale de la persistance de l'insécurité dans la région. En tout état de cause, le faible engagement de l'Etat vis-à-vis des fragilités sociales, culturelles, économiques et religieuses dans la région, participe à la détérioration de l'environnement et des mentalités. Sur le plan socio-économique, l'insécurité dans la partie septentrionale du Cameroun découle presque essentiellement des conditions de vie défavorables et donc de la pauvreté. Pour Hugon (2006), la fragilité socio-économique s'explique par le sous-développement et la vulnérabilité des populations à faible revenu. C'est cette vulnérabilité qui prédispose les individus aux pratiques illégales telles que le vol, les agressions et la criminalité. Pour ce qui est des facteurs socioculturels, il s'agit de préciser que le chômage couplé à l'oisiveté, la sous-scolarisation, l'exode rural, etc., sont à la base de l'implication massive des jeunes dans les gangs et les groupes armés. Le manque d'emploi décent fait d'eux des cibles du désordre social. Il en est de même du point de vue religieux. Ainsi, les tendances à vouloir de prioriser ou élever une doctrine religieuse au détriment de l'autre, occasionnent de façon inexprimée un repli sur soi ou parfois des conflits latents. Tous ces facteurs cités contribuent de façon matérielle à l'entretien de l'insécurité. Cependant, qu'est-ce qui explique réellement la prolifération de l'insécurité dans cette région ? La suite de ce travail portera essentiellement sur l'analyse des origines de l'insécurité sur le plan politico-administratif, socio-économique, socioculturel et religieux.

1. Matériels et Méthodologie

Cette recherche s'inscrit essentiellement dans une démarche qualitative et s'intéresse sur 04 départements que sont : le Diamaré, le Mayo-Sava, le Logone et Chari et le Mayo-Tsanaga. Le choix de la méthode qualitative s'explique par la volonté de comprendre significativement le phénomène d'insécurité qui sévit dans la région de l'Extrême-Nord. A partir de la recherche documentaire, de l'observation directe et des entretiens semi-directifs, il a été question de saisir au plus près les réalités sécuritaires observées dans cette région. Pour ce qui est de la recherche documentaire, ce travail trouve son originalité dans les rapports des organismes internationaux (BIT, PNUD, Norwegian Refugee Council, Unicef) et ceux du Ministère de l'Economie et de la Planification du Territoire (MINEPAT), ainsi que certains articles traitant de la question d'insécurité. Quant aux entretiens individuels (semi-directs), ils ont été menés auprès des autorités administratives (03) et municipales (02), des autorités sécuritaires (05) et des leaders communautaires (01). Pour finir, l'observation directe s'est faite à base d'une grille d'observation appliquée dans les espaces tels que les marchés et les zones où sévit l'insécurité. En général, la collecte des données s'est effectuée sur une période allant de 2020 jusqu'en 2022 avec une actualisation des données d'observation en 2023.

2. Résultats de la recherche

2.1. Sur le plan politico-administratif : la responsabilité partagée de l'État dans le développement de l'insécurité

2.1.1. Le laxisme décisionnel des pouvoirs publics

Les fragilités étatiques telles que soulignées par Massaer (2013) lors de la conférence régionale³¹ sur les menaces sécuritaires en Afrique de l'Ouest renvoient à trois principaux indicateurs : premièrement à « l'absence notoire de capacité et/ou de volonté d'assumer et d'assurer l'État de droit, de délivrer les services sociaux de base aux populations y compris la sécurité, de manière effective, équitable et efficace », deuxièmement à « une tendance récurrente à bafouer les droits civils et politiques et singulièrement les droits de l'homme » et

³¹ Massaer Diallo. 2013. « Paix et sécurité en Afrique de l'Ouest : la CEDEAO à l'épreuve des attentes régionales », Communication présentée à la Conférence régionale sur les « menaces sécuritaires et extrémisme violent au Sahel central et en Afrique de l'Ouest : Quelles réponses régionales ? », Niamey du 22-24 avril.

troisièmement à « une absence de capacité et/ou de volonté de nouer des partenariats en appui au développement économique et social au service des populations ». L'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord, est le principal résultat de l'inattention orientée des pouvoirs publics vers une région marquée essentiellement par un cosmopolitisme élevé, une pauvreté extrême et une hospitalité sans limite. De toute évidence, la fragilité de pouvoirs publics se caractérise, de manière explicite par :

La déliquescence de l'autorité de l'État et parfois l'absence totale de l'État qui donne aux citoyens une impression d'abandon par le pouvoir central et les désarme face aux sollicitudes des bandes criminelles, l'impossibilité de répondre à la demande sociale et de fournir les services sociaux de base sur l'ensemble du territoire national, ce qui décrédibilise et délégitime l'État aux yeux des populations. (Moulaye, 2016, p. 7)

La montée du phénomène d'insécurité dans la région rejoint l'hypothèse de la démonopolisation du pouvoir de l'État qui s'exprime par une défaillance de ses fonctions régaliennes. À ce propos, le « détournement de l'État de sa fonction distributrice des utilités de survie serait au fondement des logiques diversifiées de "sortie de l'État". L'État discriminatoire dans l'offre des prestations sociales légitimes, c'est en quelque sorte ; l'État en dissidence ou l'État autogéré » (Chouala, 2001, p. 11). En fait, l'insécurité ici provient de l'irresponsabilité de l'État vis-à-vis des risques émergents dans la région. Cette irresponsabilité n'étant rien d'autre que l'incapacité des pouvoirs publics à garantir efficacement les besoins prioritaires des populations en quête de stabilité. La non-prise en compte de prévisions sociales, économiques et sécuritaires constitue en elle-même une menace pour la sécurité des personnes et des biens. Selon le rapport du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), la région de l'Extrême-Nord est marquée par un taux élevé de pauvreté (66%), et une 'urbanisation faible (seule 24 % de la population vit en zone urbaine), des infrastructures insuffisantes (PNUD, 2016, p. 13-14). L'absence sporadique de l'État a donné naissance à une société où tout est permis, une société où aucune loi n'encadre véritablement la vie sociale. Des populations sont presque abandonnées à elles-mêmes et n'ont nullement peur de plonger dans la délinquance et le banditisme. Toutefois, l'État dans son administration se manifeste très souvent avec autant de lenteur et de retenue. Ce constat s'observe tout autant par un manque d'intérêt que portent les pouvoirs publics face aux dangers que représentent les mauvaises conditions de vie, le chômage, la délinquance, l'augmentation démographique, l'insécurité sociale (Bailleau & Garloud, 1990).

2.1.2. La faiblesse du dispositif sécuritaire

Le dispositif sécuritaire connaît en général un dynamisme régulier au regard du changement permanent des stratégies militaires. Ainsi, « la sécurité est l'état d'un sujet (individuel et collectif) qui s'estime non menacé ou dispose de capacités de réponses face à des dangers réels ou anticipés. Elle est un bien public mal assuré du fait de la faiblesse, voire de la disparition des forces de police, d'armées et de justice garantissant le respect des droits civils et politiques » (Hugon, 2006, p. 33). À l'Extrême-Nord, le changement de stratégies militaires a comme conséquence le redéploiement des forces de sécurité sur le terrain. En effet, l'observation de la courbe sécuritaire stable durant une période bien déterminée et dans une zone précise de la région a tendance à impacter sur le système sécuritaire en ce sens qu'elle diminue l'intérêt de veiller permanemment sur les populations. Sans doute cette attitude se traduit dans un premier temps par un relâchement et une déconcentration des forces de sécurité sur le terrain. Donc, l'un des facteurs qui participe à l'entretien de l'insécurité dans la région demeure la présence quelquefois irrégulière des forces de sécurité dans certains espaces sensibles dans la région, ce qui occasionne les risques d'insécurité. Parmi les défauts du dispositif sécuritaire dans la région, on note les insuffisances numériques des forces de sécurité

sur le terrain, les lenteurs d'action, le manque d'intérêt sécuritaire. Au vu de la faible répression policière, gendarme ou militaire à un moment donné de l'action, les malfaiteurs profitent des inadvertances pour assurer leurs forfaits déjà planifiés. Une autorité administrative constate qu' :

Il y a des dispositifs que l'État a mis sur place pour pouvoir contrecarrer cela, pour les invasions et autres mais il y a des zones qui ont été oubliées. Par exemple, vous êtes à Maroua 2, vous allez à Kosséwa, il n'y a aucun poste de contrôle, vous marchez comme vous voulez. Donc vous faites les va et vient, personne ne vous contrôle, alors qu'on multiplie les postes de contrôle en route sur la nationale plus que dans les coins stratégiques³².

Il est d'autant plus persuasif pour ces derniers, de savoir que l'absence des forces de sécurité participe au renforcement et à la planification des opérations criminelles. Pour parler de l'insécurité transfrontalière, le problème majeur se situe au niveau de « la faible présence de l'État dans les marges frontalières qui se traduit par des brigades peu étoffées, des moyens de communication plutôt ordinaires » (Ngodi, 2015, p. 88). À cela s'ajoutent, les « préjugés sécuritaires³³ », les acquis de paix et de stabilité, le manque de logistique, encouragent le développement du banditisme rural, urbain et transfrontalier dans la région.

2.1.3. Les disparités sécuritaires

L'inégale distribution des prestations sécuritaires dans la région est l'une des causes fondamentales de l'insécurité. C'est d'autant plus manifeste, lorsque l'application des mesures sécuritaires tient lieu de discrimination à l'égard du statut des personnes et de leurs milieux de résidence. Ce qui encourage la délinquance ou la criminalité dans la région, c'est donc le désengagement volontaire ou sectoriel des forces de sécurité pour la protection des personnes et des sites. Les disparités sécuritaires ici renvoient aux injustices spatiales des politiques de sécurité élaborées par les institutions et les citoyens (Morelle & Tadié, 2011, p. 1). La partialité dans l'opérationnalisation de la sécurité encourage et rassure les malfrats en ce sens qu'elle leur permet de commettre des délits de manière libre dans les espaces moins sécurisés. Il suffit d'observer dans ce sillage le niveau de concentration des policiers, gendarmes et militaires en zones rurales comme en zone urbaine. Certains milieux jouissent de leur présence effective alors que dans d'autres, ils sont absents. Pour un président du syndicat des mototaxis à Kousséri : « s'il y a sécurité, il faut qu'elle soit pour tout le monde, il ne faut pas qu'on dise que la sécurité pour les pauvres ». Bien évidemment, les malfaiteurs choisissent délibérément les zones les moins sécurisées pour s'épanouir. Il faut rappeler que dans cette diversification des mesures de protection, les personnes issues des zones pauvres et difficiles sont les plus exposées aux risques de violences. Il faut noter que ces zones, sont généralement réputées pour leurs activités illégales, les violences et la délinquance juvénile. Cette tendance à différencier les offres et les prestations sécuritaires favorise dans les zones sensibles le développement permanent de l'insécurité.

2.2. Sur le plan socio-économique : l'impact des conditions de vie défavorables sur l'état d'esprit des populations

2.2.1. La pauvreté ambiante

Insistant sur les déterminants économiques de l'insécurité, Ahidjo (2008), présente la pauvreté comme une source majeure. Pour lui, « la petite et grande délinquance est due

³² Entretien avec une autorité administrative à Maroua le 13/10/2020.

³³ On entend par « préjugés sécuritaires », les impressions ou les idées fortuites que l'on se fait du niveau de sécurité d'un milieu social. C'est le fait de qualifier une zone par sa situation sécuritaire quotidienne, sans penser aux possibilités de variation de sa courbe.

essentiellement au contexte économique perturbé » (p.50). De ce fait, il est sans doute évident que le facteur responsable de l'insécurité dans la région reste la pauvreté. En fait, « c'est la pauvreté qui conduit des personnes vulnérables à se faire enrôler, à se faire tromper³⁴ ». Elle occupe la première place dans le classement national des vulnérabilités socio-économiques (Atlas, 2019). Selon le rapport 2019 du Ministère de l'Économie et de la planification du Territoire, l'indice de pauvreté dans la région est passé de 18,8 à 33,5 entre 2001 et 2014 soit une augmentation aiguë de son taux. Ce qui justifie le développement de l'insécurité ici c'est la convergence massive des populations économiquement vulnérables vers les pratiques liées au banditisme et à la criminalité. Leur objectif principal se mesure par la recherche du minimum vital. Dans la plupart du temps, c'est dans les quartiers pauvres que naît le phénomène de grand banditisme. De ce fait, leur faible niveau de vie a tendance à les conduire dans un désarroi à nul égard. Toutefois,

L'idée que la pauvreté serait la racine de la délinquance peut s'appuyer sur plusieurs observations incontestables. En premier lieu, dans les villes, la criminalité sévit essentiellement dans les quartiers pauvres, pas dans les quartiers riches. En second lieu un très grand nombre de délinquants chroniques sont issus de foyers « défavorisés » : familles monoparentales ou recomposées, parents chômeurs ou vivant d'allocations sociales, alcoolisme ou usage de stupéfiants, pauvreté, etc. En troisième lieu, un grand nombre de délinquants sont eux-mêmes pauvres, officiellement, et ont un rapport problématique à l'emploi : peu ou pas de diplômes, périodes récurrentes de chômage, petits boulots à répétition, etc. (Lemasson, 2017, p. 5).

Du fait que l'environnement soit régi par des règles de vie sociale, il est important de lier l'insécurité à la situation socioéconomique des populations. L'idée selon laquelle la criminalité ou le grand banditisme aurait difficilement pour cible les personnes nanties, s'appuie sur le fait que, « si quelqu'un qui est nanti qui a les moyens, il ne peut pas quand même se permettre d'aller voler soit une bête, aller casser une maison, aller voler une moto³⁵ ». Ci-dessous, le tableau indiquant la proportion de la population touchée par la pauvreté.

	Milieu urbain		Milieu rural		Ensemble		
	2001	2007	2001	2007	2001	2007	2014
Extrême-Nord	33,3	20,7	59	72,6	56,3	65,9	74,3
Cameroun	17,9	12,2	52,1	55	40,2	39,9	37,5

Tableau 1. Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (Source : ECAM 2, ECAM 3, ECAM4, document extrait du MINEPAT, 2019).

À l'Extrême-Nord, le faible niveau de vie des populations s'apprécie tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Si l'on s'en tient aux années 2001, 2007 et 2014, la pauvreté a connu un taux d'accroissement important. Cette situation de pauvreté persistante expose régulièrement les familles à des vulnérabilités diverses. Parmi ces vulnérabilités apparaissent les risques de développement du banditisme, de la délinquance et de la criminalité.

2.2.2. Le chômage

L'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord est alimentée en grande partie par les actions des chômeurs. Par définition, le chômage est « une situation qui traduit l'absence

³⁴ Entretien avec un officier de police, Maroua, le 23/10/2020.

³⁵ Entretien avec un officier de police, Kousseri le 26/07/2021.

d'emplois pour des personnes en âge de travailler, disposant des aptitudes pour travailler et disponibles pour le faire » (INS, 2011, p.63). Il est présent dans la région et constitue une cause essentielle de la persistance du phénomène d'insécurité. Attestant le rôle que joue le chômage dans la montée de l'insécurité dans la région, un chef exécutif municipal déclare qu'« il y a plusieurs facteurs qui peuvent investiguer ces causes-là. Il y a la pauvreté, la recherche de la richesse facile et le chômage³⁶ ». Il importe de dire que la longue période de chômage des jeunes à tendance à détériorer leurs valeurs mentales et morales. Ce qui les pousse dans la pratique du banditisme. Ainsi,

Comme le disait déjà dans la vieille école, le travail éloigne de nous trois grands maux-il y a l'ennui, le besoin et le vice. Parce que la masse qui ne travaille pas va chercher à avoir le minimum vital de survie. Le minimum total de survie, c'est de chercher tout au moins à avoir à manger et quand vous n'avez aucune source qui vous permet de vous acheter de la nourriture, de vous vêtir, vous loger vous allez chercher d'autres voies qui vont vous conduire à ce que vous puissiez obtenir cela. Et ces voies normalement vont vous amener vers les voies faciles. Certains ne vont pas aller dans l'informel pour faire la débrouillardise qui permet de vivre, d'autres vont plutôt prendre les voies de facilités dont le vol va s'installer. C'est un problème de survie qui va se poser³⁷.

Pour longtemps avoir été sous le joug de l'inactivité, les jeunes chômeurs ont été affectés par des « troubles de rationalité ». Ce qui les pousse à s'investir dans le vol, les agressions et le terrorisme. Pour Hadji (2004), les sources de violence se trouvent dans les sentiments d'exclusion, d'abandon, et d'injustice subis par les jeunes, les adultes et dans les quartiers difficiles. À cet effet, il est important de souligner que le phénomène du chômage au Cameroun en général et à l'Extrême-Nord en particulier concerne en majorité les zones urbaines où la concentration humaine réduit les possibilités d'obtention des emplois décents. Le tableau ci-après présente le taux d'activité au sens du BIT pour les personnes de 10 ans ou plus par région.

Région d'enquête	2005	2010	2021	Ecart 2021-2010
Douala	61,2	62,4	55,0	-7,4
Yaoundé	55,5	57,3	51,9	-5,4
Adamaoua	68,8	49,0	53,1	4,1
Centre (Sans Yaoundé)	69,2	82,0	54,5	-27,5
Est	69,4	70,2	61,5	-8,7
Extrême-Nord	84,3	69,7	59,7	-10,0
Littoral (Sans Douala)	73,6	83,2	49,7	-33,5
Nord	80,8	74,8	58,6	-16,2
Nord-Ouest	72,5	68,6	51,1	-17,5
Ouest	71,1	83,6	46,2	-37,4
Sud	73,8	73,8	59,6	-14,2
Sud-Ouest	66,1	66,3	45,8	-20,5

Tableau 2 : Taux d'activités au sens du BIT (%), chez les personnes de 10 ans ou plus, en 2005, 2010 et 2021, suivant certaines caractéristiques (Source : Rapport principal de la troisième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun-EESI3, août 2022, p. 96).

³⁶ Entretien avec un chef exécutif municipal, Maroua le 14/10/2020.

³⁷ Entretien avec un commissaire de police, Kousséri le 13/07/2021.

Sur la période allant de 2005 à 2021, la région de l'Extrême-Nord a certes connu une baisse de son taux d'activité mais occupe toujours une place importante dans le classement. Cette situation explique davantage les raisons de l'implication massive des jeunes oisifs et sans emploi dans le banditisme et les groupes criminels.

2.2.3. La mondialisation

La mondialisation a eu des effets sur les habitudes sociales dans la région de l'Extrême-Nord. Elle s'est accompagnée de l'émergence des nouvelles valeurs toutes communes à une société désormais uniforme. Elle est ainsi considérée comme est un facteur de diffusion de l'insécurité en ce sens qu'elle a supprimé les barrières qui empêchaient les échanges illicites en favorisant le trafic de drogues, d'armes et de personnes. En fait, c'est « cette libre circulation des personnes et des biens qui a fait en sorte qu'on ne peut pas contrôler les personnes³⁸ ». Les sociétés africaines en général, représentent aujourd'hui la preuve d'une occidentalisation du monde³⁹. Cette occidentalisation est à la base de la diffusion des instruments et mobiles criminels. En 1988, Berthoud & Busino déclaraient à ce propos :

La diffusion occidentale a été également universelle sur un autre plan, et cela est très frappant, à savoir sur les techniques de violence et de pouvoir. Vous pouvez dire ce que vous voulez sur l'intelligence, la non-intelligence, l'éthique protestante, la capacité de telle ethnie de la Côte d'Ivoire de passer à la culture de tel type et de tel autre, etc., s'il s'agit de manier des mitraillettes, et des jeeps, tous les peuples de la terre se valent et probablement, les soi-disant sous-développés sont meilleurs que les hommes blancs. (1988, p. 108)

Au rang de ces mobiles internationalisés de l'insécurité figure la guerre. Morel (2013) note que, la mondialisation s'est diffusée de façon rapide sous plusieurs formes dans le monde. Parmi ces multiples formes apparaît la criminalité internationale. La région de l'Extrême pour sa part est frappée par des effets pervers du processus de globalisation. En effet, « nous sommes dans un monde global : c'est la mondialisation. C'est un effet de la mondialisation parce que, il n'y a plus de frontière et il y a la rapidité. L'information circule rapidement, donc même l'information pour le mal circule aussi rapidement⁴⁰ » Du fait de la démocratisation et la révolution de l'information et de la communication, la région septentrionale est touchée par les effets du processus de mondialisation. Ainsi, ce processus a eu comme impact négatif, le blanchiment d'argent, la traite des personnes et le trafic de drogue. Le contact des jeunes adolescents avec les réalités occidentales, a transformé la société au regard de la constitution et de la maturation des bandes armées (Saibou, 2006). Par ailleurs, la diffusion de la violence dans les films occidentaux a influencé le comportement de ces jeunes qui se prêtent à un désir de mimétisme par des pratiques de vol, d'agressions, de braquage et de terrorisme.

2.3. Sur le plan socioculturel : le poids des mentalités et de la culture

2.3.1. La sous-scolarisation

Selon le rapport réalisé en 2018 par *Norwegian Refugee Council*, sur l'évaluation rapide des besoins en éducation dans les zones de l'Extrême Nord, en moyenne 27,6 % des enfants âgés entre 6 et 12 ans et 37,3% entre 13 et 17 ans ne sont pas scolarisés. Par ailleurs, soit 61% des jeunes entre 18 et 24 ans ne participent à aucune activité éducative ou d'apprentissage. Ainsi, la plupart des travaux faits sur la région font état de ce que les populations de la région en général et celles d'obédience musulmane sont résistantes face à la scolarisation. Cette résistance étant liée à leur mentalité, à la perception de la vie et de

³⁸ Entretien avec une autorité administrative, Maroua le 13/10/2020.

³⁹ Au sens de l'ouvrage de Latouche, Serges, (2005). *L'occidentalisation du monde*. Paris: La Découverte.

⁴⁰ Entretien avec un commandant de légion, Kousseri le 13/07/2021.

l'environnement scolaire (Essimi Biloa, 2010). Cet état des lieux de la sous-scolarisation, fait de la région une zone vulnérable du point de vue sécuritaire. Toutefois, au regard du taux de scolarisation relativement très faible dans la région, la perception des origines de l'insécurité reste diverse. C'est le cas d'une autorité administrative pour qui la sous-scolarisation se substitue à l'irresponsabilité des parents polygames vis-à-vis de leurs enfants.

Les causes lointaines de l'insécurité que moi j'ai identifiées viennent de ce que les parents n'encadrent pas bien les enfants- les enfants naissent, ils n'ont pas d'actes de naissance, les enfants arrivent au CM2, ceux qui ont la chance d'aller à l'école, parce que ce n'est pas tout le monde qui a la chance d'aller à l'école, certains sont directement dirigés, orientés vers l'élevage pour paître les bœufs et tout et ceux qui ont même la chance d'aller à l'école, quand ils arrivent même au CM2, ils n'ont pas d'actes de naissance pour préparer le CEP ou l'entrée en 6^e, généralement découragés, ces enfants se rabattent en ville pour commencer donc à faire des petits métiers juste pour survivre⁴¹.

En effet, l'insécurité trouve un terrain fertile au regard de l'instrumentalisation des jeunes sous-scolarisés dans la délinquance. Ils sont caractérisés par un manque d'éducation qui impacte sur leurs décisions et leurs choix sociaux. Le choix de la compagnie n'est plus une nécessité pour eux ; ils ont les bras ouverts à toute personne capable d'apporter un changement, fût-il positif dans leur vie. Ils ont tendance à soutenir des pensées rétrogrades qui mettent en péril leur propre être. Avec l'exacerbation de la situation sécuritaire dans la région du fait du conflit « Boko Haram », le système éducatif connaît de plus en plus des difficultés en ce sens que plusieurs écoles ont été fermées dans les zones frontalières avec le Nigéria (UNICEF, 2017) ; une situation qui influence sans doute sur la volonté de poursuivre les études. En effet, la sous-scolarisation a amené nombre de jeunes à s'intéresser à la vie facile et à la pratique de la criminalité. Ainsi, le faible niveau de connaissances et donc de discernement des sous-scolarisés constitue une voie par laquelle la déviance naît. La simple ignorance ou le manque d'intérêt qu'ont les non-scolarisés pour l'apprentissage des valeurs sociales dans les structures scolaires démontre à quel point le taux d'instrumentalisation dans les bandes armées reste élevé dans la région. Lorsque les populations ne s'impliquent pas dans les études scolaires, elles deviennent réfractaires aux bonnes pratiques sociales. Si l'école en soi, est un milieu de socialisation, alors la caractéristique d'un individu sous-scolarisé demeure sa désocialisation. C'est cette sous-scolarisation qui explique l'intérêt majeur des populations en particulier des jeunes à s'investir permanemment dans le vol, les braquages et les agressions.

2.3.2. L'ignorance des populations

On peut considérer un ignorant comme un individu innocent, naïf qui manque de discernement et d'instructions. De ce fait, la montée de l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord s'explique généralement par la naïveté, l'inculture, le manque d'instruction et de discernement des populations. En effet, l'ignorance a poussé des populations à rejoindre des groupes terroristes qui ont usé des stratagèmes comme arme de conviction. Prise comme une conséquence directe de la sous-scolarisation, l'ignorance s'observe en majorité sur des populations qui manquent de capacité à évaluer l'ampleur d'un risque ou d'acte délictueux. Le moyen utilisé par les malfaiteurs pour les attirer dans la délinquance ou le banditisme reste la manipulation. C'est pour ça que « quand on n'a pas été à l'école on peut très, très facilement se faire manipuler⁴² ». Les populations ignorantes ont donc tendance à céder au chantage et ne mesurent pas la portée des actes posés. Pour le cas d'espèce, le terrorisme dans la région a été

⁴¹ Entretien avec une autorité administrative, Maroua le 19/10/2020.

⁴² Entretien avec une autorité administrative, Mora le 30/07/2021.

en majeure partie le fait des populations sous-scolarisées, qui manquent d'éducation scolaire. La corruption mentale devient un moyen efficace pour séduire ces populations qui s'accrochent facilement aux promesses fallacieuses et aux idées révolutionnaires excentriques. Les couches sociales les plus vulnérables restent les jeunes, les parents et les femmes résidant en campagne pour la plupart du temps. Lorsqu'on sait que les populations en zone rurale restent encore réticentes face à l'éducation scolaire, il est sans doute nécessaire de savoir qu'elles constituent des bombes à retardement dans la région.

2.3.3. L'exode rural : la convergence des jeunes vers les zones urbaines

L'exode rural constitue un phénomène social très manifeste dans le monde et à l'Extrême-Nord. Plusieurs raisons poussent les jeunes des zones rurales à quitter le village pour s'installer en ville. Il s'agit notamment de la recherche d'emploi et la sécurité. Pour satisfaire leurs besoins et s'épanouir après les travaux des champs, les jeunes ruraux migrent vers les grandes villes qui constituent un milieu refuge pour eux (Issaka, 2015). Sous un autre angle ces « jeunes en échec viennent rejoindre, pour ainsi dire, dans la galère, les autres jeunes issus de l'exode rural et qui, fuyant le village, sont arrivés en ville, en quête d'une vie meilleure » (Nga Ndongo, 2000, p.8). Le milieu urbain apparaît pour ces derniers comme un espace par excellence de loisirs, de divertissement bref un *eldorado*. Venus de divers horizons, ces derniers affluent massivement les centres urbains qui leur offrent des possibilités de faire des activités génératrices de revenu. Toutefois, lors de leur installation en ville, ces jeunes ruraux développent certaines stratégies d'adaptation qui consistent à se familiariser avec certaines personnes du milieu. Pendant leur intégration, ils construisent un circuit de relations avec des locaux qui partagent leurs mêmes idées et expérience de la vie. Le plus souvent ce sont des chômeurs ayant une expérience dans la délinquance. Ainsi, ils passent des journées, mangent et se promènent ensemble, puis expérimentent des pratiques telles que les vols et les agressions. À la recherche des potentielles cibles, ces derniers sillonnent les marchés et certains coins où des activités humaines et économiques sont en essor.

2.3.4. L'ethnocentrisme

L'ethnocentrisme pris dans son sens figuré, contribue à l'éclatement des conflits ethniques en instance dans la société. Faisant une observation sur la situation sécuritaire africaine, Mankou constate que :

Dans sa longue marche vers la démocratie, l'Afrique fait souvent l'expérience des conflits armés qui naissent un peu partout sur ce continent. Ayant pour point de départ l'ethnie, la tribu en tant que groupe social, qui se construit et se reconstruit dans les relations qu'elle a l'une avec l'autre, ces conflits se nourrissent désormais de sentiments tels que le tribalisme, le régionalisme, etc. (Mankou 2007, p. 1).

La bivalence de la notion de l'ethnocentrisme permet de voir d'un côté le processus de construction sociale qu'il crée et de l'autre côté la dynamique de déstructuration sociale qu'il engendre. Pour le second cas, il s'agit de comprendre la logique d'affrontement et de divisions dans laquelle se livrent certains groupes ethniques. La culture de la violence qui autrefois, était un moyen de propagation du phénomène de grand banditisme dans la partie septentrionale, est aujourd'hui un moyen d'expression du tribalisme et de l'ethnocentrisme. Parlant des luttes ethniques dans la région, nous dirons « qu'il y a une tendance des populations à cultiver la violence contre soit les ethnies voisines, soit la tribu voisine, soit le clan voisin⁴³ ». Ces tendances ethnocentriques s'observent quotidiennement dans les échanges entre les populations qui ont du mal à coexister en permanence. Les attitudes telles que la

⁴³ Entretien avec un adjoint-commandant de compagnie, Maroua le 22 octobre 2020.

marginalisation, l'intolérance et le recul ethnique créent des frustrations au sein des communautés et se caractérisent par un manque de collaboration efficace entre groupes ethniques. La prédisposition des mentalités à se concentrer exclusivement de manière personnelle ou individualiste participe à la désintégration sociale. Du fait, de leur « étroitesse d'esprit » (Tsafack, 2002, p. 197), certaines communautés profitent de leur position dans la société pour faire subir le martyr à d'autres communautés. Les relations de type ethnocentrique débouchent sur des conflits de positionnement ou des conflits interindividuels. L'appropriation égocentrique de l'espace, le refus du partage, la mésentente interethnique dans la région offrent un climat d'affrontements réguliers entre les communautés. Le problème des conflits intercommunautaires dans le département du Logone et Chari a fondamentalement eu pour cause le manque d'entente et de collaboration entre les communautés Mousgoum et Arabe-Choa. Le fait pour les ethnies de s'éviter et de s'injurier à cause des ressources foncières ou économiques a donné naissance à des soulèvements soldés par des pertes en vies humaines.

2.4. Sur le plan religieux : l'influence des tendances radicales

2.4.1. L'intolérance

L'intolérance plutôt religieuse fait l'objet de débats aujourd'hui dans le monde. Elle nous amène à repenser les premières conceptions faites par les doctrines théologiques et philosophiques sur la notion de tolérance. En effet, celles-ci ont longtemps créé ce que les historiens appellent la guerre des religions c'est-à-dire une guerre qui a tant opposé les chrétiens entre eux et celle à la base du Jihad islamique (Ndiaye, 2008, p.1). Lors de son intervention à la troisième Commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies le 25 octobre 2000, le rapporteur spécial M. Abdelfattah Amor faisait état de ce que toutes les nations du monde sans exception font face aux problèmes de discrimination et d'intolérance religieuse. Il constate à cet effet, une montée de l'extrémisme tant sur le plan politique, ethnique, que sur le plan religieux. Considéré comme un enjeu capital pour la paix et la stabilité d'un continent ou d'un pays, l'intolérance est un facteur qui participe au développement du désordre social et de l'instabilité sociopolitique. Pour le conseil de l'Europe (2022), ce terme renvoie au rejet des pratiques et croyances différentes des nôtres. Pris comme facteur d'incitation aux conflits sociaux, l'intolérance à l'Extrême-Nord se manifeste de manière latente par des attitudes d'exclusion du fait de l'appartenance à une religion soit chrétienne, musulmane ou animiste. Cette attitude intrinsèque s'exprime subtilement par les attitudes et les comportements des individus qui ont tendance à juger une personne de par ses convictions religieuses. Les tendances des populations à positionner une personne en fonction de sa religion créent ce qu'on pourrait appeler une « discrimination socioreligieuse ». Ainsi, se sentant marginalisées parce qu'appartenant à une quelconque obédience religieuse, les victimes se détachent des groupes avec lesquels elles ne sont pas en adéquation. Cette mise à l'écart favorise une distanciation sociale dont les conséquences s'énumèrent en termes de frustration, de déception et d'isolement. Les cercles d'amis, les associations culturelles qui prônent systématiquement la religion comme une condition d'existence empêchent la manifestation d'une intégration communautaire effective. La perception d'un milieu, d'une action, d'un accoutrement du point de vue religieux fait plus ou moins l'objet de discussions voire d'incompréhensions entre individus de religions différentes. Il en est de même pour les relations socioprofessionnelles où la collaboration effective a tendance à s'observer manifestement entre des personnes de religion similaire.

2.4.2. Les tendances « religieuses » radicales

Selon Drolet (2018), le phénomène du radicalisme « religieux » conduisant à la violence fait partie des préoccupations actuelles dans le monde et particulièrement dans l'espace francophone. En effet, pour lui, le radicalisme religieux peut être défini comme le

fait de considérer ses opinions et convictions comme les seules références en imposant leur respect à travers l'usage de la violence, si nécessaire. En Afrique, le radicalisme religieux met en exergue l'émergence des nouvelles tendances expansionnistes des religions chrétiennes et musulmanes. Il est perçu comme une cause majeure de la déstabilisation des nations. Ainsi, Dabboussi (2008) note que compte tenu de l'instrumentalisation de l'islam à des fins terroristes, cette religion a tendance à être étiquetée de violente. En effet, les groupes terroristes à caractère djihadiste usent des méthodes qui se rapprochent des enseignements prônés par l'islam pour atteindre leurs visées essentiellement politiques. Parlant du radicalisme religieux dans le bassin du lac-Tchad, il est important de noter que l'éducation des populations dans cette contrée est majoritairement transmise sous le couvert des enseignements de l'islam. À l'Extrême-Nord, le phénomène s'observe dans les pratiques socioculturelles des fidèles musulmans.

Bien qu'accentuée par la pauvreté des familles, la crise que vit le septentrion camerounais est d'abord le fait d'une socialisation à l'extrémisme portée essentiellement par des marabouts itinérants. Ce prisme ne peut non plus être compris sans l'intégrer dans le débat plus large de la place de l'école coranique dans l'Extrême-Nord [...] Les élèves ayant eu une éducation exclusivement coranique sont ainsi désormais « condamnés » à s'insérer dans des activités telles que le commerce transfrontalier (où ils excellent en raison de leur parfaite maîtrise des frontières), le petit commerce, l'artisanat, le métier de marabout (services magiques ou de sorcellerie sollicités par des clients). Le caractère itinérant de certaines écoles coraniques constitue un facteur aggravant d'exclusion et formant un habitus violent chez les petits élèves. (PNUD, 2016, p. 17-19).

C'est alors à partir des fragilités idéologiques que les conquêtes de « Boko Haram » à l'Extrême-Nord ont poursuivi leur cours. À partir de ce moment, les adeptes de ce groupe se sont très vite intégrés dans les communautés musulmanes dans certains milieux. Le cas des « écoles coraniques, où on inculquait certaines idées aux apprenants⁴⁴ » en est une illustration. Il était plus facile, de véhiculer et d'instrumentaliser les jeunes qui n'ont qu'une seule vision que de faire ce que la religion conseille au péril même de leurs vies.

Conclusions

En définitive, il était question dans cet article d'analyser les origines de l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. En triangulant, la recherche documentaire, l'observation directe et les entretiens semi-directifs, cette recherche est parvenue à quelques conclusions majeures présentées ainsi qu'il suit : sur le plan étatique ou politico-administratif, l'on note le laxisme décisionnel des pouvoirs publics qui se matérialise par le faible suivi et le faible accompagnement des populations vulnérables. Ce qui explique la tendance des jeunes à s'investir dans les pratiques illégales. A côté de ce facteur, il y a la faiblesse du dispositif sécuritaire et les disparités sécuritaires qui augmentent les risques d'insécurité. Pour ce qui est des facteurs socioéconomiques, il va de soi que la pauvreté ambiante et le chômage poussent certaines couches sociales à l'instar des jeunes à rejoindre les groupes armés et à pratiquer la délinquance. Sur le plan socioculturel, l'insistance des facteurs tels que la sous-scolarisation, l'ignorance des populations, l'exode rural, l'ethnocentrisme, expliquent l'implication des populations vulnérables dans le vol, les agressions, le banditisme et le terrorisme. Les facteurs religieux quant à eux sont d'une grande importance dans l'explication de ces phénomènes. Ainsi, l'intolérance religieuse et les tendances « religieuses » radicales stimulent les conflits tout aussi latents entre les personnes issues de différentes religions.

⁴⁴ Entretien avec une autorité administrative à Maroua, le 13/10/2020.

Références bibliographiques

- Ahidjo, P. (2009). Insécurité et criminalité étrangère à Maroua (Cameroun). *Public Administration et Régional studies*, 2nd Year, No. 1, Galati University Press, 2009: 49-58.
- Bailleau, F. & Garioud, G. (1990). L'insécurité, une commune et l'Etat. *Sociétés Contemporaine*, n° 4. Relations interethniques : 141-154. DOI : <https://doi.org/10.3406/socco.1990.980>.
- Berthoud, G. & Busino, G. (1988). De l'utilité de la connaissance. *Revue Européenne Des Sciences Sociales*, 26 (79) , 201–224.
- Chouala, Y, A. (2001). Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : éléments d'analyse anthropo-politiste d'une crise de l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise. *Polis*, 8, pp. 1-42. Conseil de l'Europe. (2022). *Discrimination and Intolerance*. <https://www.coe.int/fr/web/compass/discrimination-and-intolerance>. (Consulté le 10 février 2021).
- Dabboussi, H. (2008). *Critique de la littérature sur le terrorisme et l'Islam*. [Thèse de Doctorat, Département de Sociologie d'Anthropologie. Université d'Ottawa]
- Drolet, A. (2018). *La lutte contre le radicalisme religieux : État des lieux et rôle des parlementaires*. Rapport final. EREVAN. Déposé à l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie.
- Essimi Biloa, A, C. (2010). *L'insécurité alimentaire dans la région du Nord au Cameroun : représentations sociales, stratégies de lutte et enjeux*. [Master en sociologie. Université de Yaoundé I].
- Frachon, M. (2013). L'insécurité, une histoire vieille comme l'humanité ; DOI : <https://lelephant-larevue.fr/formats/insecurite-une-histoire-vieille-comme-humanite/>
- Hadji, C. (2004). L'insécurité, et alors ? À propos d'un double défi. <http://journals.openedition.org/rechercheseducations/225>; DOI: <https://doi.org/10.4000/rechercheseducations.225>. (Consulté le 17 mai 2022).
- Hamadou, I. (2015). *Exode rural, urbanisation et sécurité privée à Niamey*, in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 270 : 225-242.
- INS. (2011). Deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun (EESI). INS.
- INS. (2022). Troisième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun (EESI3), Rapport principal.
- Latouche, S. (2005). *L'occidentalisation du monde*. La Découverte.
- Mankou, B, A. (2007). Le tribalisme. <https://doi.org/10.4000/leportique.140> . (Consulté le 21 septembre 2021).
- Massaer, D. (2013). *Paix et sécurité en Afrique de l'Ouest : la CEDEAO à l'épreuve des attentes régionales*, Communication présentée à la Conférence régionale sur les « menaces sécuritaires et extrémisme violent au Sahel central et en Afrique de l'Ouest : Quelles réponses régionales ? », Niamey du 22-24 avril.
- MINEPAT. (2019). *Elaboration du schéma d'aménagement et de développement durable du territoire de la région de l'Extrême-Nord*. Rainbow environment consult et Gefa and engineering.
- Morel, P. (2013). La criminalité internationale comme composante de la mondialisation : quelle réponse politique ? https://www.endslavery.va/content/endslavery/en/publications/scripta_varia_12/morel.html. (Consulté le 03 juin 2022).
- Morelle, M. & Tadié, J. (2011). *Pratiques de sécurité en ville. Justice spatiale - Spatial justice*, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, UMR LAVUE 7218, Laboratoire Mosaïques, 2011, Pratiques de sécurité enville, <http://www.jssj.org/article/pratiques-de-securite-en-ville-introduction/.halshs-01806561>. (Consulté le 24 septembre 2021).

- Moulaye, Z. (2014). *La problématique de la criminalité transnationale et le contrôle démocratique du secteur de la sécurité*. Friedrich Ebert Stiftung.
- Moulaye, Z. (2016). *Les défis et enjeux sécuritaires dans l'espace sahélo-sahérien-La perspective du Mali*. Friedrich-Ebert-Stiftung.
- Nations-Unies. (2000). *L'intolérance religieuse, le droit au développement au centre des travaux de la commission*. Communiqué de Presse, AG/SHC/492 .
- Ndiaye, A. R. (2008). Religion, foi et tolérance. *Diogène*, vol. 224, no. 4 : 21-34.
- Nga Ndong, V. (2000). *Violence, Délinquance et Insécurité à Yaoundé*. information générale. <https://staging.unhabitat.org>. (Consulté le 09 février 2025) ;
- Ngassam, N. R. (2020). *Historique et contexte de l'émergence de la secte islamiste Boko Haram au Cameroun*. Rapport de recherche. Paris II: Université Paris II. Déposé au Centre Thucydide.
- Ngodi, E. (2015). *L'Afrique Centrale face aux enjeux sécuritaires du XXI^e siècle*. <https://publication.codesria.org/index.php/pub/catalog/view/63/360/763>. (Consulté le 02 octobre 2021).
- PNUD. (2016). *Économie politique de la violence dans l'Extrême-Nord*. Rapport National Cameroun. Déposé au Centre pour le Dialogue Humanitaire.
- Saibou, I. (2006). Les jeunes patrons du crime organisé et de la contestation politique aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad. *International conference "Youth and the Global South: Religion, Politics and the making of Youth in Africa, Asia and the Middle East, Dakar , Senegal, 13-15 Octobre 2006*.
- UNICEF. (2017). *Cameroun : Groupe Thématique Éducation Extrême-Nord Termes de Référence*. <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroun-groupe-th-matique-education-extr-me-nord-termes-de-r-f-rence>. (Consulté le 28 Septembre 2021).